



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 mars 2010

CONTENU

Politique commerciale américaine

Réactions à la première ronde de discussion sur le Partenariat Trans-Pacifique (TPP)1

Point de mire : Commerce États-Unis/Inde

L'Inde et les États-Unis concrétisent leur rapprochement2

Une normalisation complète des relations nucléaires indo-américaines en vue?4

Études économiques et articles connexes5

Politique commerciale américaine

Réactions à la première ronde de discussion sur le Partenariat Trans-Pacifique (TPP)

La première ronde de discussion dans le cadre du Partenariat Trans-Pacifique (TPP) a eu lieu du 15 au 19 mars 2010 à Melbourne en Australie. Chapeauté par les États-Unis, le TPP est un projet d'élargissement de l'Accord de libre-échange (ALE) multilatéral connu sous le nom de P4 (ou *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership Agreement*) et réunissant, depuis 2005, Singapour, la Nouvelle-Zélande, le Sultanat du Brunei et le Chili. En plus des États-Unis, le Pérou, le Vietnam et l'Australie se sont joints aux discussions. L'Administration Obama n'a pas caché son intention d'utiliser le TPP afin d'intégrer économiquement la région Asie-Pacifique sous un nouveau modèle d'ALE qui refléterait mieux les valeurs de l'Amérique du 21^e siècle. Concrètement, l'Administration cherche à reprendre la direction abandonnée à la Chine en Asie depuis 2001 et tente de proposer un ALE qui dépasse la question des baisses tarifaires et intègre les thèmes des normes du travail, des normes environnementales et de l'application des droits de propriété intellectuelle qui favorisent l'exportation des produits américains à haute valeur ajoutée. Ce projet représente un défi ambitieux étant donné la grande variété des économies couvertes, la taille de la région et les niveaux de développement diversifiés des participants. En font foi les nombreux commentaires de critiques démocrates qui s'élèvent déjà à l'encontre du TPP.



Représentant Mike Michaud (D-ME)

D'ailleurs, plusieurs représentants du Congrès se sont déjà prononcés afin d'avancer certains intérêts particuliers. Ainsi, dans une lettre datée du 11 mars 2010, un groupe de Sénateurs bipartisans, dont plusieurs siègent aux Comités des Finances et de l'Agriculture, ont demandé à ce que l'ouverture complète du marché des produits laitiers avec la Nouvelle-Zélande soit reconsidérée. Ils craignent que la compagnie Fonterra qui y possède un quasi-monopole de l'industrie laitière ne jouisse d'avantages indus dans le cadre de l'ALE. Ils avancent la perte potentielle de 20 milliards de \$ É-U en 10 ans pour l'industrie laitière américaine advenant l'entrée en vigueur de l'Accord. Le Représentant Mike Michaud (D-ME), directeur de l'informel *Groupe de travail sur le Commerce de la Chambre basse* (*House Trade Working Group* ou HTWG) ayant récolté au cours de la dernière année l'appui d'une majorité de Représentants démocrates à son projet de loi *Trade Reform Accountability Development and Employment (TRADE) Act*,¹ a déclaré que le TPP devrait se conformer aux exigences du futur Trade Act. Cela, afin de recevoir l'appui de la Chambre

¹ Pour plus de détails sur la loi TRADE, consultez la Chronique commerciale américaine du 29 juin 2009.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 mars 2010

des Représentants, qui exigerait très certainement des clauses sociales et environnementales sévères. Quatre regroupements de syndicats provenant de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Singapour et représentés aux États-Unis par la puissante AFL-CIO ont déclaré leur appui au TPP dans des conditions bien précises similaires aux exigences de Michaud.

Lori Wallach de *Global Trade Watch* relève à cet égard trois principaux obstacles que devra surmonter l'Administration Obama pour conclure le TPP. D'abord, les conditions politiques actuelles au Congrès ne permettraient pas d'entériner un ALE incompatible avec les objectifs généraux des démocrates, tels qu'une forte création d'emploi, ainsi que d'importantes protections sociales et environnementales. Cependant, les États-Unis ont déjà des ALE bilatéraux avec l'Australie, Singapour, le Pérou et le Chili. L'ouverture de marchés supplémentaires fournie par le TPP avec le Sultanat de Brunei, le Vietnam et la Nouvelle-Zélande serait minime. De plus, Brunei et le Vietnam auraient d'importantes difficultés à se conformer à un Accord qui impose des normes sociales strictes. Enfin, l'harmonisation des différents ALE qui lient les huit partenaires aux discussions représente un dernier obstacle majeur à la conclusion de l'Accord. Le cadre juridique des discussions actuelles, l'Accord P4, ne comporte aucune règle contraignante en matière de protections des travailleurs ou de l'environnement, sans compter la diversité des onze ALE liant les participants au TPP. Trois autres réunions sont prévues en 2010 afin de faire avancer les pourparlers. La prochaine réunion se tiendra aux États-Unis en juin.



Lori Wallach
Directrice, Global
Trade Watch

Sources : USTR, « USTR Negotiators Report Successful First Round Of Trans-Pacific Partnership Talks », *USTR Press Releases*, 19 mars 2010, en ligne: USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/march/ustr-negotiators-report-successful-first-round-trans>. Mike Michaud, « The Trans-Pacific Partnership could prove to be key step in right direction », *The Hill*, 18 mars 2010, en ligne: The Hill <http://thehill.com/special-reports/trade-march-2010/87741-the-trans-pacific-partnership-could-prove-to-be-key-step-in-right-direction>. AFL-CIO et al., *Labor declaration on the negotiations of the Trans-Pacific Partnership Trade Agreement*, 15 mars 2010, en ligne: <http://www.actu.org.au/Images/Dynamic/attachments/6905/TPP%20Joint%20Declaration%20Final.pdf>; Lori Wallach, « Make or Break: Obama Officials Start Trans-Pacific Partnership (TPP) Talks Today - First Obama Trade Deal? », *Public Citizen*, 15 mars 2010, en ligne: <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2010/03/make-or-break-obama-officials-start-trans-pacific-partnership-tpp-talks-today---first-obama-trade-deal.html#more>. « Senators Warn Against Full Dairy Market Access For New Zealand Under TPP », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 11, 19 mars 2010, p. 8.

Point de mire : Commerce États-Unis/Inde

L'Inde et les États-Unis concrétisent leur rapprochement

Mercredi le 17 mars dernier, les États-Unis et l'Inde ont signé à Washington un accord-cadre de coopération sur le commerce et l'investissement qui doit accélérer la croissance des échanges commerciaux et financiers entre les deux pays. L'accord-cadre signé par le Représentant pour le commerce américain, Ron Kirk, et le Ministre indien du commerce et de l'industrie, Anand Sharma, est l'aboutissement d'un processus de cinq années de rapprochement entre les deux pays entamé sous l'Administration Bush. Il s'inscrit dans l'objectif de croissance du commerce avec les BRIC,² une priorité de l'Administration Obama en 2009. Les négociations menant à cet accord-cadre avaient été annoncées en octobre 2009 par Kirk et Sharma lors du cinquième *Forum américano-indien sur la politique commerciale* (TPF).³

² Acronyme qui définit le groupe des quatre grands pays émergents, soit le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

³ Pour plus de détails concernant le TPF et les conclusions du cinquième forum en octobre 2009, consultez la Chronique commerciale américaine du 3 novembre 2009.

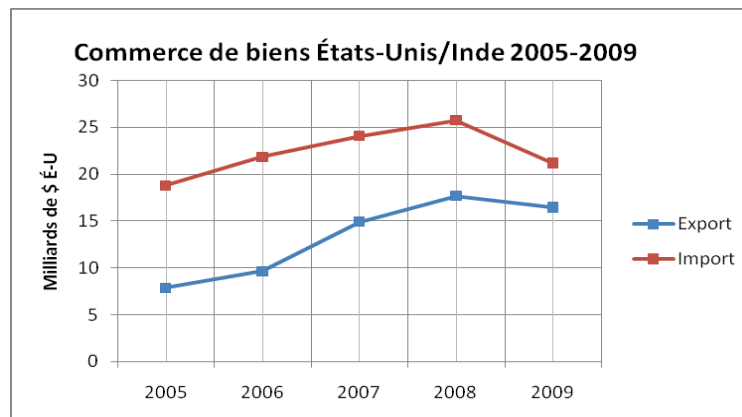


Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 mars 2010

L'Accord institutionnalise définitivement le TPF ainsi que les cinq groupes de discussions permanents qui y soumettent des propositions. Le TPF est une rencontre présidée annuellement par le Représentant américain pour le commerce et le Ministre indien du commerce et de l'industrie. Les cinq groupes de discussions ont pour objectif d'identifier les obstacles et d'apporter des solutions au commerce bilatéral dans les domaines de l'agriculture, de l'innovation (droits de propriété intellectuels), de l'investissement, des services et des barrières tarifaires et non tarifaires. L'accord-cadre établit six priorités qui doivent permettre à court terme de renforcer les relations entre les deux États, soit : l'intégration des PME dans les chaînes de valeurs des grandes entreprises commerçant entre les deux pays, la promotion des droits des travailleurs et de l'environnement, l'ouverture aux marchés publics, l'avancement de l'Agenda de Doha et une consultation accrue des milieux d'affaires des deux pays. La participation du secteur privé est institutionnalisée par l'entremise du *Comité consultatif privé (Private Sector Advisory Group ou PSAG)*, un groupe de douze intellectuels et représentants de groupes patronaux américains et indiens.⁴

Depuis la mise en place du TPF en 2005, les exportations américaines vers l'Inde ont plus que doublé, et ce, malgré la crise économique. Ron Kirk n'a pas hésité à parler « d'un potentiel de croissance du commerce presque illimité entre les deux pays ». Cet enthousiasme s'explique par la taille actuellement modeste des niveaux d'échanges entre les deux pays relativement à leur poids dans l'économie mondiale. La valeur des exportations américaines vers l'Inde en 2009 s'est élevée à 16,5 milliards de \$ É-U. La valeur des importations indiennes aux États-Unis s'est élevée à 21,2 milliards de \$ É-U au cours de la même période. Le commerce bilatéral entre les deux États qui totalisait seulement 37,7 milliards en 2009 ne représente que 10 % du commerce de biens entre les États-Unis et la Chine et seulement que 1,4 % du commerce total des États-Unis, ce qui fait de l'Inde le 14^e partenaire des États-Unis.



Source : Trade Stats Express, Bureau of Economic Analysis

Sources : Doug Palmer, « U.S., India move to strengthen trade, investment ties », *Reuters*, 17 mars 2010, en ligne : <http://www.reuters.com/article/idUSTRE62G34220100317>. Mark Drajem, « India, U.S. Sign Agreement on Trade, Investment Rules », *Businessweek*, 17 mars 2010, en ligne : <http://www.businessweek.com/news/2010-03-17/india-u-s-sign-agreement-on-trade-investment-rules-update1-.html>. USTR, « United States and India Sign Framework for Cooperation on Trade and Investment », *USTR Press Release*, 17 mars 2010, en ligne : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/march/united-states-and-india-sign-framework-cooperation-t>

⁴ Le PSAG n'a pas été actif depuis 2008, il a été remanié à l'occasion de l'annonce de l'accord-cadre. Pour consulter la plus récente prise de position du groupe, voir : Peterson Institute <http://www.piie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=891>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 mars 2010

Une normalisation complète des relations nucléaires indo-américaines en vue?

Les États-Unis et l'Inde ont profité des discussions entourant l'accord-cadre de coopération sur le commerce et l'investissement pour s'entendre sur un deuxième accord resté secret qui normaliserait entièrement les relations commerciales nucléaires civiles entre les deux puissances. Cette entente permettrait à l'Inde de procéder au retraitement de déchets nucléaires américains à des fins civiles en échange du passage d'une législation qui limiterait la responsabilité légale des entreprises exploitant des installations nucléaires sur son territoire. Dans le contexte actuel, les entreprises américaines qui exploitent, transportent ou fabriquent des fournitures nucléaires en Inde peuvent être reconnue entièrement responsable en cas d'accident ou de contamination de l'environnement, ce qui les expose à des poursuites potentiellement importantes et limite leur intérêt à investir dans le pays. Devant l'opposition à cette entente de la part du Congrès et de la chambre basse indienne, les deux Administrations se sont apparemment abstenues de la révéler jusqu'à ce que suffisamment d'appuis politiques aient été assurés, surtout auprès du parlement indien. Du côté américain, certains congressistes craignent que le combustible vendu à l'Inde ne soit utilisé à des fins nucléaires. Du côté indien, l'opposition critique le plafond de 110 millions de \$ É-U proposé comme responsabilité maximale des entreprises, une somme qu'elle juge dérisoire.

Rappelons que les relations commerciales nucléaires entre les États-Unis et l'Inde ont longtemps été bloquées. Le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN), un cartel des fournisseurs de produits nucléaires composé de la majorité des puissances nucléaires, dont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, s'était formé en réponse à la militarisation d'une partie des installations nucléaires civiles indiennes en 1974. De 1974 à 2008, l'Inde a subi un embargo presque total du GFN sur l'importation de combustible et de matériel nucléaire. En 2005, le Président George W Bush a entamé des discussions avec son homologue indien, le Premier ministre Manmohan Singh, afin de normaliser les relations dans ce secteur d'activité. Ce processus a abouti à la signature de l'accord nucléaire indo-américain de 2006, ratifié par le Congrès en 2008, qui normalise presque entièrement les relations commerciales nucléaires civiles entre les États-Unis et l'Inde. Dans les faits, le commerce de fournitures et de combustible nucléaire reste toujours bloqué entre les États-Unis et l'Inde à cause de l'incapacité du gouvernement indien à faire ratifier une loi limitant les responsabilités légales des entreprises étrangères en cas d'accidents ou de contamination de l'environnement. L'entente survenue cette semaine devrait permettre la ratification d'une telle loi. General Electric et Westinghouse, deux entreprises américaines, ont déjà déposé des projets de construction de centrales nucléaires d'une valeur de plusieurs milliards de dollars qui pourront être concrétisés dès la signature de ce nouvel Accord.

Source : Erik Wasson, « U.S.-India Reprocessing Talks Conclude, Face Congressional Objections », Inside US Trade, vol. 28, no 11, 19 mars 2010, p. 1-2

Études économiques et articles connexes

« 'New generation' free-trade deal talks start today », *New Zealand Herald*, 15 mars 2010, en ligne : http://www.nzherald.co.nz/dairy-industry/news/article.cfm?c_id=168&objectid=10632068&pnum=0



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 23 mars 2010

AAP, « Trans-Pacific Partnership trade talks a milestone: Crean », *Sydney Morning Herald*, 15 mars 2010, en ligne : SMH <http://www.smh.com.au/business/world-business/transpacific-partnership-trade-talks-a-milestone-crean-20100315-q6bj.html>

Doug Palmer, « US Trade Rep looking to increase trade with Egypt », *Reuters*, 18 mars 2010, en ligne : Reuters http://af.reuters.com/article/topNews/idAFJJOE62H03N20100318?feedType=RSS&feedName=topNews&utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+reuters%2FAFRICA+TopNews+%28News+%2F+AFRICA+%2F+Top+News%29&sp=true

Ernest Z. Bower, « A U.S. Strategy for ASEAN », *Commentary*, Center for Strategic & International Studies, 26 février 2010, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/us-strategy-asean>

Ernest Z. Bower, « Obama's Trip to Guam, Indonesia, and Australia, March 21–26 », *CSIS Critical Questions*, 15 mars 2010, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/obamas-trip-guam-indonesia-and-australia-march-21%E2%80%9326>

Gary Locke, « Statesman's Forum: Emerging opportunities in US-Indonesian Trade », *CSIS*, 17 mars 2010, en ligne: CSIS <http://csis.org/files/attachments/100317csis-locke.pdf>

Jay Heflin, « Fate of trade pact in Panama's hands », *The Hill*, 14 mars 2010, en ligne: <http://thehill.com/blogs/on-the-money/international-taxes/86611--fate-of-trade-pact-in-panamas-hands>

Hwang Doo-hyong, « Obama not likely to move for Korea FTA's ratification this year: scholar », *Yonhap News*, 15 mars 2010, en ligne : Bilaterals.org http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=16958

Hwang Doo-hyong, « Korean, U.S. lawmakers to launch task force to promote KORUS FTA's ratification », *Yonhap News*, 17 mars 2010, en ligne : Bilaterals.org http://www.bilaterals.org/spip.php?page=print&id_article=16982&lang=en

Ron Kirk, « Obama agenda would boost exports, creating more jobs in United States », *The Hill*, 18 mars 2010, en ligne: <http://thehill.com/special-reports/trade-march-2010/87747-obama-agenda-would-boost-exports-creating-more-jobs-in-united-states>

Sean Goforth, « Trans-Pacific Partnership: A U.S. Entry to Asian Integration », *World Politics Review*, 15 mars 2010, en ligne : Bilaterals.org http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=16953&lang=en

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

